

**Synthèse des activités du mouvement du commerce équitable au
Forum Social Mondial 2004
Mumbai – du 16 au 21 janvier 2004**

Par René Audet

Chantier commerce équitable, Alliance21
Chaire Économie et Humanisme, UQAM

Le commerce équitable au FSM et dans le courant altermondialiste

Pour la première fois depuis sa création en 2001, le Forum Social Mondial se tenait en 2004 à l'extérieur du Brésil, en Inde, un pays où de multiples mouvements sociaux provenant de différents courants et différentes traditions évoluent. Parmi ces courants, le commerce équitable prend une place de plus en plus grande en rejoignant des centaines d'artisans qui vendent leurs produits dans les réseaux équitables.

Le commerce équitable était largement présent à Mumbai avec une vingtaine d'événements de toutes sortes, dont des ateliers, séminaires, grandes conférences et même le lancement d'un nouveau label de commerce équitable. Le FSM de Mumbai a été l'occasion pour le mouvement du commerce équitable de se faire entendre haut et fort des mouvements sociaux de l'altermondialisation. Ses acteurs et promoteurs ont ainsi demandé à ce que le commerce équitable soit inscrit à « l'agenda économique » des FSM. Ce forum fut aussi l'occasion de comparer, de confronter et de tenter de trouver des axes de développement communs avec les autres mouvements de paysans et de petits producteurs, ainsi que les syndicats agricoles du Sud.

Le commerce équitable se définit comme une forme alternative de commerce fondée sur des normes d'adoption volontaire et respectant les droits sociaux des producteurs et des travailleurs ainsi que l'environnement. Il vise d'une part à améliorer des conditions de vie des petits producteurs du Sud grâce à un système d'échange garantissant un juste prix et des relations commerciales honnêtes et durables; et d'autre part à transformer les règles du commerce international marquées par le néolibéralisme en sensibilisant et en éduquant les consommateurs ainsi qu'en utilisant des campagnes de pressions et du lobbysme. La « mondialisation du commerce équitable » et son implication dans le FSM 2004 a mené à des discussions sur ces deux grands objectifs, non sans révéler quelques tensions possibles avec d'autres mouvements paysans ou courants politiques.

Dans cette synthèse des activités du commerce équitable au FSM 2004, nous avons tenu compte des quatre événements auxquels le Chantier commerce équitable de l'Alliance21 participait, mais aussi de ceux organisés par la Fédération Internationale du Commerce Équitable (IFAT), le Forum Indien du Commerce Équitable (FTF-I) et d'autres organisations. La première partie traite des convergences et divergences possibles et réelles entre le commerce équitable et d'autres initiatives concernant le développement local et la souveraineté alimentaire; la deuxième partie aborde le problème de la distribution, qui provoque des débats parmi les acteurs du commerce équitable; finalement, la troisième partie fait le point sur les stratégies pour changer la régulation internationale du commerce, mais aussi les politiques commerciales.

L'apport d'un questionnement sur le développement local et la souveraineté alimentaire pour le commerce équitable

L'agriculture ne fait pas exception aux autres secteurs économiques quand vient le temps de libéraliser les marchés. Comme nous le verrons grâce à l'exemple du Mali, les pays en développement souffrent des réajustements structurels imposés par les grandes institutions financières mondiales qui visent à convertir les agricultures traditionnelles en agriculture industrielle. Bien que le commerce équitable réponde en partie aux problèmes posés par les questions agraires et alimentaires des pays en développement, il semble que d'autres approches centrées sur le développement local ont des objectifs plus en adéquation avec ces réalités. Il faut alors se demander, et c'est ce qu'ont fait les acteurs du commerce équitable et de ces mouvements sociaux, de quelle manière peut-on concilier ces approches avec le commerce équitable?

Au Mali et en Afrique de l'Ouest en général, l'agriculture est encore dominée par la ferme familiale, alors que l'agriculture industrielle est quasi absente. C'est donc la ferme familiale qui fournit le revenu de la plupart des ruraux, mais ces revenus sont maintenant en baisse parce qu'ils sont de plus en plus taxés par le gouvernement. De plus, suite aux politiques d'ajustement structurel du FMI en Afrique, les familles ne produisent plus pour combler leurs propres besoins alimentaires, mais s'adonnent à des cultures de rente et doivent par conséquent recevoir de l'aide alimentaire.

Dans les dernières décennies, le gouvernement malien, faisant face à un besoin accru de devises, a suivi les recommandations du FMI et encouragé ses fermiers à cultiver le coton, plante qui est maintenant devenue le symbole de l'agriculture de rente et du cycle d'endettement qui s'en est suivi pour l'État et pour les familles. L'ouverture des marchés ne fait que rendre cette situation plus difficile et c'est pourquoi le syndicat paysan malien membre du ROPPA se bat pour que l'État protège son agriculture. Selon son représentant M. Koulibaly, le commerce ne doit pas avoir préséance sur les droits humains. Dans ce contexte, le commerce équitable pourrait être une partie de solution. Entre autres bienfaits, la politique équitable du juste prix pourrait permettre de maintenir les fermes familiales en les arrachant à la dépendance à l'aide alimentaire. L'agriculture biologique, selon M. Koulibaly, a prouvé son utilité pour aider les fermes familiales du Mali, le commerce équitable devrait maintenant faire de même.

Grâce au juste prix qui revient aux producteurs, ainsi qu'à la politique de relation commerciale durable du commerce équitable, ce modèle d'échange Sud-Nord permet effectivement de stimuler un certain développement local. Cela contribue à la diversification de la production sur la ferme familiale et permet d'alimenter les petits marchés locaux, ce qui favorise aussi une meilleure liaison entre les milieux urbains et ruraux. De plus, grâce à la politique du juste prix, les petits producteurs ont moins de pressions financières et peuvent mieux gérer leur production.

L'idée du commerce équitable comprend aussi la possibilité de transformer ou d'emballer les produits au niveau local. On peut regretter que ce type d'initiative de transformation sur place reste encore marginal, car elle permet de conserver une certaine valeur ajoutée au niveau de la coopérative ou de la communauté. Malgré tous ces avantages, le commerce équitable n'est pas en mesure de proposer de virage radical de l'organisation de l'agriculture dans les pays en

développement, contrairement à d'autres mouvements, dont ceux qui promeuvent la souveraineté alimentaire. Ces mouvements ont constitué un interlocuteur d'importance du commerce équitable lors de ce FSM.

Les différents mouvements qui luttent pour la souveraineté alimentaire articulent leur argumentaire en fonction du droit à l'alimentation, de la primauté des droits humains sur le commerce et du problème de la faim. Se nourrir, selon Rosemary Gomes de FACES do Brasil (Forum d'Articulation du Commerce Ethique et Solidaire du Brésil), n'est pas seulement un acte de consommation, et comprend des aspects sociaux, physiques et cognitifs, qui font de cette action un acte de dignité humaine auquel chaque personne a droit.

Le Mouvement des Sans Terre, par exemple, privilégie les politiques agricoles comme meilleur moyen d'engendrer le développement au Brésil et ce mouvement mise donc sur l'intervention du gouvernement Lula dans les grands axes de développement rural du pays. Le modèle de production de la souveraineté alimentaire est souvent orienté vers les denrées de base (blé, riz, maïs, pomme de terre, etc.) et organisé sur la base de la ferme familiale qui devient ainsi la gardienne des semences et donc de la biodiversité. La production pour les marchés locaux ressort comme la seule solution pour échapper à l'emprise des multinationales et à la perte de l'identité locale, ce qui va souvent de pair. Pour plusieurs acteurs de cette mouvance, l'agro-business, voir la mondialisation, est considérée comme le pire obstacle au développement auquel font face l'agriculture et les paysans. Dans ce cadre, le commerce extérieur est de seconde importance, et le développement doit être impulsé par l'organisation locale et une volonté politique, que ce soit en faveur d'une réforme de la Politique Agricole Commune en Europe, d'un élargissement du *Programme pour éliminer la faim* de Lula ou pour la protection des agricultures nationales en Afrique. L'insertion dans le marché global n'est donc pas ici considérée comme une opportunité, mais comme un danger.

Bien que les acteurs du commerce équitable reconnaissent sans aucun doute le bien fondé des projets de souveraineté alimentaire, certaines contradictions peuvent être observées entre ces mouvements et celui du commerce équitable. Les cultures de rente certifiées par le commerce équitable sont souvent la cause même des problèmes agricoles d'un pays. À ce sujet, plusieurs intervenants ont plaidé pour que le commerce équitable certifie de plus petits volumes d'une plus grande diversité de produits pour donner la priorité à l'agriculture locale et à petite échelle. De plus, alors que la souveraineté alimentaire demande un système de distribution et de consommation locale, le commerce équitable repose sur l'exportation. Bien que cette contradiction paraisse difficile à surmonter, il fut tout de même suggéré que les efforts de sensibilisation des consommateurs du Nord puissent être en partie canalisés pour que, même au Nord, les consommateurs apprennent à consommer les produits locaux.

Malgré ces contradictions apparentes entre les deux mouvements, des intervenants ont affirmé que ce serait une erreur d'opposer le commerce équitable et la souveraineté alimentaire, alors qu'ils sont très proches en pratique et font tous deux parties de ce l'économie sociale et solidaire. Le commerce équitable peut contribuer à la souveraineté alimentaire et au développement local en s'inscrivant dans un nouveau modèle de développement qui réunirait les initiatives et lierait ses actions avec les acteurs sociaux et politiques des niveaux locaux et régionaux. De plus, le commerce équitable n'est pas seulement un modèle d'exportation Sud-Nord : il existe des exemples de commerce équitable Sud-Sud, qui devraient être développées plus avant.

La question sensible de la distribution

Étant donné la croissance spectaculaire du commerce équitable, son double projet d'aider les producteurs du Sud à améliorer leurs conditions de vie et de transformer la régulation du commerce donne lieu à un débat de priorité au sein du mouvement. En effet, le mouvement du commerce équitable ne cesse de grandir en Europe, en Amérique latine, en Asie et ailleurs; les campagnes de sensibilisation des consommateurs se font toujours plus nombreuses et de plus en plus de producteurs sont certifiés. Or, l'entrée du commerce équitable dans la grande distribution, qui est corollaire à sa popularité, tend à fragiliser de certains principes.

Dans plusieurs pays, la chaîne de distribution des produits alimentaires est contrôlée par très peu d'intérêts, ce qui donne un énorme pouvoir aux distributeurs. En ce moment, ces derniers ne sont pas certifiés par les organisations du commerce équitable. Selon certains participants, il faudra changer cet ordre et négocier de meilleurs contrats de distribution. Pour d'autres, il faudrait se retirer de la grande distribution puisque les multinationales qui la structure font partie du problème que le commerce équitable tente de combattre. Pour certains acteurs, comme la Fédération Artisans du Monde, il faut avoir une approche politique du commerce équitable et s'opposer à l'insertion dans la grande distribution.

Mais le débat ne s'arrête pas là et la filière certifiée du commerce équitable qui permet à la grande distribution de vendre ses produits dans les supermarchés est parfois considérée comme trop laxiste sur les principes du commerce équitable. À cet effet, la Fédération International du Commerce Équitable (IFAT) a lancé à Mumbai son nouveau signe d'accréditation, le FTO-Mark (*Fair Trade Organisation Mark*), qui ne sera pas applicable aux produits, mais bien aux organisations du commerce équitable. Selon Rudy Dalvai, directeur général de IFAT, ce nouveau signe vise à retrouver la conception originale du commerce équitable, c'est-à-dire de réunir le consommateur et le producteur trop distants lorsque les produits du commerce équitable passent par des circuits moins équitables comme la grande distribution.

Quoi qu'il en soit, la question de la distribution montre qu'il est nécessaire d'agir avec d'autres vecteurs que le marché pour faire changer les régulations : le lobbying et les pressions auprès de l'État et des institutions de régulation restent nécessaires, même essentielles, si on veut en venir à des régulations plus justes.

Les campagnes du commerce équitable pour la régulation et l'intervention de l'État

En 1968, à Delhi, les pays en développement ont dit au reste du monde qu'ils avaient besoin de commerce et non de charité (« *Trade not Aid* »). Selon le Professeur Shyam Sharma, président du Forum Indien du Commerce Équitable, les pays du Nord ont toujours eu tendance à rendre les pays en développement plus dépendants, au nom même du développement. Le commerce équitable, offre une nouvelle façon de faire du commerce où l'objectif est le développement humain. Selon Sharma, cette initiative se base tout d'abord sur le fait que le commerce constitue une des activités principales de l'être humain. Et le mouvement du commerce équitable affirme d'emblée que ce nouveau modèle devrait guider toutes les mesures de régulation commerciale, incluant le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui, rappelons-le, a été mis à l'épreuve en septembre 2003 à Cancun.

Depuis quelques années, certaines organisations de solidarité internationale ont adopté le slogan « *Make Trade Fair* » afin de revendiquer auprès des gouvernements et des organisations de régulation du commerce qu'ils élaborent leurs politiques commerciales sur la base des critères du commerce équitable. Ainsi, lors du *Symposium sur le commerce durable* à Cancun, les acteurs se sont entendus sur le contenu d'une lettre destinée aux gouvernements du monde. Parallèlement à ces événements, au sommet de l'OMC, les négociateurs et les chefs d'États ne réussissaient pas à s'entendre sur les Accords de Doha sur l'agriculture. Lors de cet échec, un nouveau groupe de pays (le G-20) s'est affirmé et promet maintenant de s'imposer comme un joueur important sur la scène du commerce international. L'émergence du G-20 fut accueillie comme une bonne nouvelle par la plupart des acteurs de la société civile, même si ses demandes pourraient déboucher sur une plus grande industrialisation de l'agriculture dans les pays qui le compose, sans aucune garantie sur la justice et l'équité de leurs politiques agricoles et commerciales intérieures. Suite à l'émergence de ce groupe, les mêmes questions reviennent : comment introduire plus d'équité et de justice dans les relations commerciales? *How to make trade fair?*

Dans ce contexte, selon le Ministre indien du commerce et de l'industrie, M. Menon, le commerce équitable ne peut être détaché des politiques agricoles. De plus, ce dernier considère que les forums de la société civile sont importants parce que l'on a besoin de transparence et les ONG peuvent appuyer la diffusion de l'information et ainsi aider les producteurs et les pêcheurs. Toujours selon le ministre, il faut encourager la croissance et le développement parce que cela aide les plus démunis, et il ne faut donc pas que l'OMC soit anéantie. Suite à l'échec de Cancun, qui a donné naissance au G-20, il devient envisageable de « changer l'OMC de l'intérieur ».

L'idée qu'il faille réformer l'OMC plutôt que de l'éliminer était d'ailleurs assez partagée par les acteurs du commerce équitable à Mumbai. L'importance d'agir au niveau international repose entre autres sur le fait que ce niveau est structurant pour les niveaux locaux et régionaux. Il faudrait, selon Fabienne Kervanec de la Fédération Artisans du monde, consacrer plus d'énergie à bâtir des régulations basées sur les droits humains et la protection des marchés en agriculture. Il faut aussi qu'il y ait plus d'équité et de démocratie dans le processus décisionnel au niveau international. On a donc besoin d'une OMC, mais elle doit être réformée, car en ce moment, seuls les intérêts diplomatiques sont protégés et ceux des populations sont méprisés. Certaines campagnes contre l'OMC ne visent pas les bons objectifs, comme celle qui prône l'ouverture des

marchés par exemple. Selon certains intervenants et contrairement à l'avis des pays du G-20, les règles du commerce international devraient permettre la protection des marchés nationaux et favoriser la création de marchés régionaux entre pays, ce qui se rapproche d'ailleurs des demandes des mouvements pour la souveraineté alimentaire.

Pour d'autres, comme Deborah Lucchetti de la centrale d'achat italienne *Roba*, la régulation peut aussi être modifiée à partir de l'action du consommateur. Le pouvoir politique du consommateur est grand, mais il faut l'organiser et en reconnaître les limites pour éviter ses effets pervers. En ce sens, il ne s'agit pas seulement de vendre des produits et d'alimenter la société de consommation, mais aussi d'éduquer les consommateurs politiques aux effets de la surconsommation. Seuls les gens peuvent faire la différence à ce niveau.

Conclusion

La présence du commerce équitable sur la nouvelle scène de la société civile mondiale que constitue le FSM a amené un questionnement ouvert aux autres acteurs sociaux, ce qui a permis de discuter des fondements de ce mouvement. Le contact pris avec les mouvements pour la souveraineté alimentaire et les acteurs du développement local ont permis de souligner que l'exportation de produits de rente n'est peut-être pas la meilleure solution pour aider les petits producteurs des pays en développement, et qu'une stratégie de souveraineté alimentaire devrait plutôt être axée sur une production des denrées de base et un marché plus local. Cependant, ces différents mouvements se perçoivent comme complémentaires, et s'inscrivent pour la plupart dans une perspective d'économie sociale et solidaire et dans un nouveau modèle de développement plus humain.

Le commerce équitable connaît actuellement une forte croissance, ce qui fait surgir des questionnements internes au mouvement. Faut-il par exemple privilégier l'augmentation des volumes et encourager la distribution des produits du commerce équitable dans la grande distribution, au risque de compromettre "l'idée originelle" du commerce équitable? A Mumbai, certains acteurs ont répondu "Non" à cette question. On a même assisté au cours du Forum au lancement d'un nouveau signe d'accréditation, le *FTO-Mark*, qui devrait, notamment, mettre les produits du commerce équitable à l'abri de la grande distribution. Ce débat est loin d'être terminé, et pourrait aboutir à une vision novatrice du développement du commerce équitable.

Des intervenants ont rappelé qu'une importante partie du mouvement du commerce équitable s'est mobilisée à l'occasion des dernières négociations commerciales multilatérales. Les acteurs du commerce équitable condamnent à l'unanimité le dumping des produits agricoles, et plaident pour des prix rémunérateurs pour les petits producteurs. L'émergence du groupe des 20 lors de la rencontre ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce à Cancun en septembre dernier est venue rappeler que l'OMC peut être réformée. Mais les organisations de la société civile menant des campagnes sur ce sujet ont des objectifs différents. Faut-il pousser à l'ouverture des marchés, comme le revendique le G-20, ou permettre aux États de protéger leur marché ? L'opportunité d'un traitement différencié pour les produits du commerce équitable reste également en discussion. Quoi qu'il en soit, plusieurs intervenants ont rappelé l'importance de continuer l'effort d'éducation des consommateurs afin que ces derniers deviennent le fer de lance des changements à venir dans les régulations commerciales internationales.